

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NAVAL Group

430 rue du Pont-Neuf
16600 Ruelle-Sur-Touvre

Références : 2026 070 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007203658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement NAVAL Group implanté 430 rue du Pont-Neuf CS 81030 16600 Ruelle-sur-Touvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NAVAL Group
- 430 rue du Pont-Neuf CS 81030 16600 Ruelle-sur-Touvre
- Code AIOT : 0007203658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Ruelle-sur-Touvre a été créé en 1751. Historiquement, fabricant de canons à missiles, il est aujourd'hui spécialisé dans les équipements navals de sous-marins et de bâtiments de surface (ligne d'arbre avec discrétion acoustique, lance-torpille ou lance-arme sur les sous-marins d'attaque, tube lance-torpille de surface pour sous-marins, lance-missile vertical, mât aérien des sous-marins (systèmes d'aide à la conduite et gestion des sous-marins), système d'apportage des hélicoptères pour déplacement sur le bateau, outil de manutention d'armes). Les produits sont destinés à la Marine Nationale et à l'export.

Les activités du site sont réglementées au travers de l'arrêté préfectoral du 20/06/2017 complété

par arrêtés des 22/03/2024 (aquathermie) et 07/10/2025 (arrêt des activités de traitement de surface au niveau du bâtiment 52 et création d'un atelier composite).

L'établissement est étendu sur une superficie de l'ordre de 16 ha et est directement implanté sur la Touvre. Près 1000 personnes travaillent sur site et environ 200 sous-traitants.

Des projets soumis à porter à connaissance sont envisagés :

- à côté du bâtiment 52, une halle sera construite à des fins de montage de gros modules de sous-ensemble de sous-marins (une déconstruction de deux nefs existantes sera nécessaire au préalable). La construction du bâtiment devrait débuter fin 2026 et mise en service mi 2028 ;

- des réaménagements et de nouveaux agencements sont prévus dans les bâtiments, notamment d'usinage (bâtiment 34), de montage de pièces pour différents types de sous-marins (bâtiment 37) et de la chaudronnerie (bâtiment 50). Ces modifications sont prévues courant 2027 - 2028.

Ces modifications sont en lien avec le projet de SNLE (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) de 3^{ème} génération (1^{ère} génération : Le Redoutable (1967) et 2^{nde} génération : Le Triomphant (1994)). Les modules complets fabriqués en Charente sont ensuite envoyés à Cherbourg pour la poursuite du montage du sous-marin.

Selon l'exploitant, ces modifications n'auraient pas d'impact sur le classement ICPE et la situation administrative du site. Un porter à connaissance doit toutefois être produit préalablement à la mise en œuvre des modifications décrites supra.

Enfin au regard des projets supra et du lancement du chantier en lien avec la 3^{ème} génération de SNLE, le site de Ruelle va recruter ; il est estimé à la nécessité de doubler les heures travaillées par rapport à la situation actuelle ; le volume d'effectifs à recruter n'a pas été précisé.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ressource en eau incendie	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4	Demande d'action corrective	4 mois
3	Confinement des eaux d'extinction du bâtiment 52	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1	Demande d'action corrective	4 mois
4	Plan de défense incendie	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan d'urgence commun avec la société ETSA	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.1.6	Demande d'action corrective	2 mois
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III	Demande d'action corrective	3 mois
8	Aquathermie :	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	origine et approvisionnement	22/03/2024, article 3		
9	Aquathermie : prélèvements et rejets	AP Complémentaire du 22/03/2024, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Aquathermie : prévention des pollutions	AP Complémentaire du 22/03/2024, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
11	Aquathermie : dispositifs pompes dans la Touvre	AP Complémentaire du 22/03/2024, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
13	Atelier composite – rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.2	Demande d'action corrective	2 mois
14	Atelier composite – émissions sonores	AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.4	Demande d'action corrective	2 mois
15	Atelier composite – prévention des risques	AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
17	Étude de dangers (enfouissement canalisations de gaz)	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Moyens de lutte incendie RIA	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
21	Désenfumage	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
23	PFAS : analyses et résultats	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
25	Chargement et dépotage carburants	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1-IV et 7.3.6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Effluents industriels – zéro rejets	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 4.4.6	Sans objet
12	Atelier composite – rejets aqueux et rétention	AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.2	Sans objet
16	Equipe d'intervention du site	AP Complémentaire du 07/10/2025, article 6	Sans objet
18	Étude de dangers (véhicule incendie)	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.1.6	Sans objet
19	Accessibilité	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.1.1	Sans objet
22	PFAS : liste	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
24	Entreposage des concentrats et des huiles solubles	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur site a permis d'identifier que des actions correctives doivent être menées pour rendre le site conforme en matière de:

- gestion des eaux d'extinction d'incendie;
- maîtrise du risque incendie, notamment par la levée des anomalies affectant les RIA, le désenfumage...;
- maîtrise des préventions des pollutions.

Des demandes d'actions correctives sont formalisées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2023 :</p> <p>L'étude de dangers du site réalisée en 2019 fournit le dimensionnement des besoins en eau incendie du site établi à partir des effets des phénomènes dangereux retenus et de la règle de calcul D9.</p> <p>Pour 2 heures d'intervention, les besoins sont estimés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 300 m³ pour l'incendie du bâtiment 47 - 120 m³ pour l'incendie du bâtiment 52 - 180 m³ pour l'incendie du bâtiment 48.

En séance, l'exploitant produit un plan du site de Ruelle localisant les poteaux incendie et les points d'aspiration dans la Touvre.

Toutefois, ce plan n'est pas à jour dans la mesure où 8 PI de la partie Ouest du site ne sont pas opérationnels en permanence (débits non maîtrisés par l'exploitant).

Par ailleurs, dans sa réponse (datée du 07/01/2022) au rapport établi à la suite de la visite d'inspection de mars 2021, l'exploitant précise que des "travaux sont réalisés sur le réseau de distribution qui alimente les PI dans le but de rétablir un débit conforme en sortie de tuyaux" et que "des points d'aspiration fixes directement dans la Touvre seront aménagés comme solution alternative et complémentaire".

Toutefois, l'ensemble de ces éléments d'informations ne permet pas d'établir clairement :

- la nature, l'emplacement et les caractéristiques des équipements opérationnels sur le site
- l'adéquation des moyens en eau incendie délivrés par ces équipements, avec les besoins déterminés dans l'étude de dangers.

Constats :

Par transmission de décembre 2025, l'exploitant a mis à jour les évaluations D9 (défense incendie pour son établissement). L'établissement a été découpé en différents secteurs et à cet effet, le besoin majorant en eau pour la défense incendie du site est à l'incendie de la zone du bâtiment 38 : « Zone de production: Usinage fraisage, perçage alésage corps long Stockage de produits semi-finis / Pas de séparation coupe feu entre l'atelier et la zone de stockage » ; ce besoin s'établit à 210 m³/h pendant deux heures (soit un besoin de 420 m³).

Pour répondre à ce besoin, l'exploitant avait alors indiqué (en réponse à l'inspection de 2023) disposer des moyens suivants :

- le réseau de distribution d'eau (ayant fait l'objet de travaux de réfection importants en 2023) alimente les poteaux incendie du site (au nombre de 8) mais seulement 4 auraient un débit conforme (> 60 m³/h sous 1 bar) ;
- 8 points d'aspiration matérialisés pour un pompage direct dans la Touvre (ayant fait l'objet d'une réception par le SDIS), sont présents sur site. Ces emplacements ont été définis en collaboration avec le SDIS de façon à couvrir l'ensemble des bâtiments du site en cas d'incendie. Le procès-verbal de réception par le SDIS a été consulté, pour les points d'aspiration identifiés de 84 à 91 et permettant chacun de prélever 120 m³, et n'appelle pas de commentaire de l'inspection ;
- le CESPPY (centre d'essais et de production pyrotechnique) a été équipé en 2023, d'une réserve incendie de 120 m³. Cette réserve a été réceptionnée par le SDIS en septembre 2023 (point d'eau incendie n° 92) et le procès-verbal établi dans ce cadre a été consulté par l'inspection.

Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a transmis les relevés de débit individuel réalisés le 27/08/2025. Sur 12 poteaux incendie répertoriés, aucun n'a un débit supérieur à 60 m³/h sous 1 bar et deux sont indiqués « pas d'eau - ne fonctionne pas ». L'exploitant considère que cette insuffisance de débit des PI et comme étudié avec le SDIS, est compensée par la mise en place des 8 points d'aspiration supra dont « les emplacements ont été étudiés de façon à couvrir l'ensemble des installations du site en cas d'incendie ».

L'exploitant précise que l'unité de pompage et de filtration va être modernisée par des remplacements de pompes plus puissantes pour alimenter le réseau en eau desservant les RIA et

<p>les poteaux incendie. Ce projet va s'étaler sur plusieurs années.</p> <p>Au regard de ce qui précède, l'inspection considère que l'exploitant dispose des ressources en eau pour assurer la défense incendie du site.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été relevé que le marquage au sol de plusieurs points de pompage dans la Touvre (dont celui proche de l'entrée principale) était effacé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un porter à connaissance détaillant les moyens valorisés pour la défense incendie du site pour répondre aux besoins D9 de 420 m³ sur deux heures ; - transmettre le calendrier de résorption de l'unité de pompage desservant les RIA et les poteaux incendie sur site ; - remettre en état le marquage au sol des aires de stationnement pompiers au niveau des prises de prélèvement dans la Touvre.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2023 :</p> <p>L'étude de dangers du site réalisée en 2019 précise le mode de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment 47 ou du bâtiment 48 : dans les 2 cas, les bâtiments font rétention par la présence d'une plinthe étanche.</p> <p>En cas d'incendie dans le bâtiment 52 (magasin peinture), l'exploitant indique la présence d'une cave sous bâtiment permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>En revanche, en cas d'incendie sur les autres zones du site, quand bien même les volumes à confiner seraient inférieurs à ceux (majorants) retenus dans l'étude de dangers, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le dispositif en place.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des mesures en place (ou prévues, à défaut) pour confiner, en sus des aménagements existants des bâtiments 52, 47 et 48, les eaux d'extinction en cas d'incendie sur une zone différente de ces bâtiments (hors CESPPY).</p> <p>Il justifie également de l'incombustibilité des plinthes étanches.</p> <p>Extrait EDD :</p>

Les bâtiments 47 et 48 sont sur rétention. Les volumes des rétentions sont suffisants pour confiner les eaux d'extinction d'incendie :

- Le bâtiment 47 dispose d'un volume de rétention de 479 m³ de par la présence d'une plinthe étanche. Il peut donc contenir les 300 m³ dimensionnés ci-avant,*
- Le bâtiment 48 dispose d'un volume de rétention de 436 m³ de par la présence d'une plinthe étanche. Il peut donc contenir les 180 m³ dimensionnés ci-avant.*

Constats :

En réponse à l'inspection de 2023, l'exploitant avait alors répondu que les modes de confinement donnés dans l'EDD de 2019 concernaient « les bâtiments 47, 48 et 52 car l'analyse révèle que ce sont dans ces bâtiments que la probabilité d'incendie est la plus élevée... Le volume d'eau à confiner en cas d'incendie dans les autres bâtiments est négligeable au regard des activités qui y sont réalisées. Nous vérifierons cette hypothèse en réalisant l'évaluation des besoins en eaux d'extinction pour une zone différente des bâtiments supra. Ces données seront comparées aux volumes des systèmes de rétention existants ».

Toutefois, le propos de l'exploitant de 2023 n'était pas justifié et adapté dans la mesure où la mise à jour des évaluations D9 pour l'ensemble des bâtiments du site, transmise en amont de l'inspection de janvier 2026, a permis de révéler que les besoins pour la défense incendie peuvent être importants. En effet pour d'autres bâtiments (exemple 420 m³ pour le bâtiment 38), cela implique donc des besoins pour le confinement des eaux d'extinction qui ne peuvent pas être considérés « négligeables ».

À la suite de ces évaluations, l'exploitant a indiqué que la mise en place de confinement des eaux d'extinction sur l'ensemble des secteurs du site s'avère complexe ; « en effet, l'implantation historique des bâtiments et les contraintes actuelles rendent très difficiles la création de bassins ou même la mise en œuvre de barrières pour l'ensemble des bâtiments sans distinction. De telles solutions, si elles étaient techniquement envisageables, conduiraient respectivement à des travaux de génie civil extrêmement lourds et à des coûts pouvant être jugés disproportionnés. Aussi, nous avons mandaté un bureau d'études spécialisé pour nous accompagner. Son travail en cours consiste à réaliser une analyse de risques zone par zone, afin d'identifier et de catégoriser les seuls bâtiments où les activités génèrent un risque élevé. Le rapport devrait être finalisé à la fin du mois de janvier 2026. »

Lors de la visite des installations, le confinement des eaux d'extinction pour le bâtiment 52 n'a pas pu être présenté sur le terrain (non accessibilité à la zone où se trouve la cave / rétention enterrée). Faute de temps, la vérification du confinement disponible pour les bâtiments 47 et 48 n'a pas été réalisée par l'inspection.

En séance, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il convenait de mener une réflexion de fond sur le sujet et de tenir compte du fait que les installations sont existantes et sont dans une configuration particulière. En effet, des modalités de confinement des eaux d'extinction d'un bâtiment vers l'autre en disposant des moyens de pompage mobile peuvent être envisagées. L'exploitant se doit d'étudier ces différents aspects et les transmettre à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de :

<ul style="list-style-type: none"> - justifier que les bâtiments 47 et 48 sont bien associés à une capacité de rétention étanche et conforme en volume pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ; - transmettre la stratégie retenue par l'exploitant pour procéder aux opérations de confinement des eaux d'extinction de l'ensemble des bâtiments / zones présentant un risque incendie, y compris en cas de besoin de recourir à des moyens de pompage mobiles pour transférer les eaux d'extinction de la zone sinistrée vers une autre rétention du site ; - mettre à jour les plans d'intervention et de défense incendie du site pour tenir compte de la stratégie sus-citée et les faire valider par le SDIS16.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction du bâtiment 52

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du bâtiment 52 au niveau de l'atelier composite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les modalités de confinement des eaux vers la rétention sous le bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de justifier que l'atelier composite et plus largement le bâtiment 52 sont bien associés à une capacité de rétention étanche et conforme en volume pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec le SDIS.</p>

<p>Constats :</p> <p>En décembre 2025, l'exploitant avait alors précisé être « en cours de rédaction d'un plan de défense incendie. Ce document présente l'organisation et les moyens matériels prévus pour lutter contre l'incendie. ».</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a rappelé l'importance de disposer d'un PDI à jour et connu du SDIS et des équipiers / pompiers internes au site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre à jour le plan de défense incendie (PDI) du site et le communiquer à l'inspection et au SDIS ainsi que sensibiliser les pompiers / équipiers du site à son application.</p> <p>Aussi, il est demandé à l'exploitant de le mettre à jour au gré des modifications opérées sur site et notamment sur la stratégie en lien avec le confinement des eaux d'extinction (cf. point de contrôle supra).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Plan d'urgence commun avec la société ETSA

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 71.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2023 :</p> <p>L'étude de dangers du site réalisée en 2019 met en évidence une zone d'effet thermique impactant potentiellement une partie du site de la société ETSA.</p> <p>Cette situation a conduit l'exploitant à élaborer un plan d'urgence en commun avec la société ETSA. À la suite de la visite d'inspection réalisée en mars 2021, l'exploitant s'était engagé à valider ce plan fin 2022.</p> <p>En séance, le plan signé par les deux entreprises a été présenté dans sa version du 24/02/2023. L'exploitant s'est engagé à tester son exécution de façon régulière avec le concours du SDIS.</p> <p>Il est recommandé de prévoir une fréquence minimale de test du plan d'urgence. Lors de la visite, l'exploitant indique que le plan ETARE est en cours de finalisation avec le SDIS afin de mieux coordonner leur action avec celle des pompiers du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'urgence visé par les deux sociétés a été transmis en amont de l'inspection précisant</p>

notamment l'impact sur la société ETSA en cas de jet de flamme au niveau d'une section de canalisation de gaz du site de Naval Group. Le plan d'urgence n'est pas daté et rien ne détaille le fréquentiel d'exercice pour tester son déploiement.

Ce plan précise les mesures particulières à réaliser en cas d'alerte, d'évacuation et de conduite à tenir. De plus, il est précisé que le stockage « de toute matière combustible est interdit dans la zone à risque identifiée sur le plan ci-dessous ». Lors de la visite terrain, aucun combustible apparent n'a été relevé dans la zone.



Afin de s'assurer de la réalisation d'exercices périodiques, l'exploitant a transmis son fichier pluriannuel (jusqu'en 2027) de suivi et de gestion des exercices divers (incendie...) réalisés au sein de l'établissement. Au delà de l'exercice réalisé en décembre 2025, aucun exercice de déploiement du plan d'urgence supra n'est programmé pour 2026 et/ou 2027.

3 comptes-rendus d'exercices ont été présentés ayant conduit à l'application du plan d'urgence ETSA :

- exercice du 29/03/2022 « Rupture canalisation gaz avec jet de flamme sur la façade rue du pont neuf du bâtiment 52" : le compte-rendu est détaillé et de nombreux axes d'amélioration sont identifiés. L'exploitant a précisé en séance que les actions d'amélioration ont été levées depuis.

À noter qu'un point ne semble pas pris en compte concernant le délai important de fermeture de l'alimentation en gaz à 14h43 alors que l'incident a été déclenché à 14h33. En séance, l'exploitant précise que seuls les agents d'astreinte sont habilités à couper l'alimentation en gaz ; ce qui n'est pas le cas des pompiers / équipiers internes au site. Cette situation n'est pas acceptable car elle peut être à l'origine de conséquences décuplées de l'incident alors que sectionner au plus vite l'alimentation en gaz réduirait considérablement les effets.

- exercice du 12/12/2024 « Fuite de gaz » : le compte-rendu est moins détaillé que le précédent et surtout aucune référence au plan d'urgence et aucune évacuation avec la société voisine n'a été réalisée pour tester les bons réflexes.

- exercice du 18/12/2025 : le compte-rendu est synthétique et à l'instar de 2024, aucune évacuation n'a été testée pour s'assurer du respect du plan d'urgence supra avec la société ETSA.

Enfin, aucun des trois exercices réalisés n'a intégré la vérification de l'absence de matières combustibles dans la zone rouge (cf. cartographie supra).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer que le plan d'urgence établi avec la société ETSA est toujours d'actualité (numéro de téléphone à jour...) et de le dater ; - compléter à cet effet, le plan d'urgence pour exiger lors d'exercices et en situations réelles, l'absence de matières combustibles dans la zone à risque entre Naval Group et ETSA (cf. plan supra) ; - doter les équipiers / pompiers internes au site d'une habilitation leur permettant de couper l'alimentation en gaz en cas de sinistre observé de fuite de gaz et/ou de jet enflammé alimenté par une fuite de gaz.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2023 :</p> <p>L'exploitant présente les dernières vérifications périodiques réalisées sur les structures concernées par le risque foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification visuelle du 07/02/2023 du CESPY suite à impact : 2 observations sont mentionnées sur les bâtiments 17/19 et 22 nécessitant une intervention ; une intervention avec la pose d'un parafoudre est programmée pour le mois d'août 2023 (cf. bon de commande de janvier 2023 établi à la suite du constat du même défaut sur le bâtiment 17/19 en juin 2022) ; - vérification périodique complète du site (bâtiments 52, 209 et CESPY) du 15 au 16/06/2022 : des observations sont mentionnées sur des parafoudres à installer sur les installations du CESPY (cf. commande précitée) et sur le bâtiment 52 (petits travaux réalisés depuis). <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant d'un retour à la conformité réglementaire de la protection foudre installée sur le CESPY (transmission du rapport de contrôle d'un organisme agréé).</p>
<p>Constats :</p> <p>SOCOTEC a réalisé une vérification complète des protections foudre du site le 16/09/2025.</p> <p>Le rapport appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'efficacité du système de protection foudre par fil tendu n'est plus assurée en raison du relâchement du fil et ce, au niveau du CESPY - ZONE PYROTHECNIQUE - Bâtiment 22 ; en réactif, l'exploitant a sollicité une intervention de la société INEO ; une attestation datée du 19/12/2025 a

<p>été présentée à l'inspection concluant « MEC Conformité Foudre 2025 Bât 022 zone pyrotechnique au CESPPY » ;</p> <p>- il est fait référence à des études foudre dont la dernière mise à jour date de 2022 ; or depuis lors, d'autres modifications sont intervenues sur site (aquathermie...) sans pour autant avoir donné lieu à une mise à jour desdites études ;</p> <p>- pour certains PDA identifiés dans le rapport pour le bâtiment 52, aucun test fonctionnel de la partie active des PDA n'a été réalisé en « l'absence de télécommande de test » ;</p> <p>- la résistance de la prise de terre du PDA du bâtiment 31 ainsi que celles des bâtiments 56, 57 sont proches de la limite haute des 10 ohms.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre à jour les études foudre pour intégrer les modifications intervenues sur les installations depuis 2022 et de justifier de la nécessité ou non de réaliser de nouveaux travaux de protection foudre ; - faire un essai fonctionnel des différents PDA sur site pour s'assurer de la conformité des dispositifs ; - suivre de mettre en place les actions correctives nécessaires pour garantir un maintien durable d'une valeur de résistances des prises de terre de certains PDA sous les 10 ohms.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Effluents industriels – zéro rejets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 4.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux industrielles issues de l'activité de traitement de surface sont traitées et réutilisées dans le process. En cas de défaillance du dispositif de traitement des eaux industrielles, les eaux de process seront évacués en déchets suivant la filière adaptée.</p> <p>Aucun rejet au milieu naturel n'est autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un PAC de février 2024, l'exploitant détaille un projet visant à traiter par évapo-concentration les effluents provenant des ateliers d'usinage du site et composés à 90 % d'eau souillée par des hydrocarbures. L'équipement de traitement vient en substitution du mode de gestion actuel consistant à évacuer les effluents du site et à les faire traiter comme déchets par un prestataire extérieur, en l'occurrence la SARP, qui procédait à leur incinération. Le traitement par évapo-concentration conduit à générer, d'une part des effluents épurés rejetés dans la Touvre au sein du site et, d'autre part des déchets, en quantité moindre, fortement chargés en polluants</p>

traités à l'extérieur par incinération. Cette demande a été actée par courriel préfectoral du 15 mars 2024.

L'évapo-concentrateur a été mis en fonctionnement courant mai 2025. La machine a traité environ au cours de l'année 2025 près 200 m³ d'effluents avec un rendement d'environ 85%. L'exploitant précise que « cette première année de mise en oeuvre a permis essentiellement de prendre en main l'équipement. Nous avons eu plusieurs longues périodes d'arrêt. Néanmoins, l'efficacité de l'appareil est vérifiée puisque tous les résultats d'analyses des eaux de rejets sont conformes aux seuils définis ».

Pour justifier de la bonne exploitation et bon suivi de l'évapo-concentrateur, les éléments suivants ont été présentés par l'exploitant :

- des analyses des effluents en sortie d'épuration sont effectuées ; les dernières ont été réalisées en juillet et décembre 2025 sur les paramètres suivants : MES, DCO, DBO5, HCT, Mn, Fe, Al, Ni, pH, T°C ; aucune anomalie particulière n'est observée à l'exception de teneurs en HCT de 2,6 mg/l qui demeurent notables (même si sous la VLE de 5 mg/l) qu'il convient de suivre ;
- des BSD d'évacuation des concentrats, qui sont collectés dans des GRV dédiés et évacués par pompage en citerne, pour des mouvements datés de janvier (8 m³) et mai (4 m³) 2025. L'exploitant précise que les concentrats sont évacués au même moment que les huiles solubles par pompage dans une fosse située au bâtiment 34.

Le local de l'évapo-concentrateur a été visité et aucune anomalie n'a été observée ; l'inspection relève cependant que :- le compteur totalise un volume d'effluents traité de 200 m³ ; - la présence d'un dispositif permettant l'abattement des hydrocarbures dans les effluents traités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aquathermie : origine et approvisionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal	
			Annuel (m³/an)	Journalier (m³/j) ou Horaire (m³/h)
Installations existantes - Eau de surface (rivière, lac, etc.)	La Touvre	FR8A	150000	630m3/j
Extension (projet PAC - aquathermie) - Eau de surface	La Touvre	FR8A	680000	350 m³/h
Réseau public	Ruelle sur Touvre	/	10 000	33

En cas de relevé hebdomadaire, le débit moyen journalier ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p>En décembre 2025, l'exploitant avait précisé que l'installation n'est pas encore en fonctionnement « mais toutes les exigences de l'APC de mars 2024 ont bien été prises en compte ».</p> <p>L'exploitant précise lors de l'inspection que les essais de mise en fonctionnement des installations de l'aquathermie ont débuté à partir de la semaine 04. Des travaux sont encore en cours pour permettre un fonctionnement nominal des équipements prévu début février 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre à l'inspection les justifications attestant de la conformité à l'article 3 de l'APC de 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Aquathermie : prélèvements et rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place des dispositifs automatiques visant à ce que les prélèvements dans la Touvre ne puissent être réalisés dès lors que le besoin en eau excède le seuil de 0,75 % du débit moyen du cours d'eau de la Touvre. L'installation d'aquathermie est alors mise à l'arrêt.</p> <p>Pour limiter l'impact sur le milieu, l'exploitant s'assure que la distance entre le point de prélèvements dans la Touvre et le point de rejets dans ce même cours d'eau soit d'au plus de 20 mètres.</p> <p>L'exploitant met également en place un suivi de la différence de température entre les eaux prélevées et les eaux rejetées de sorte à ne pas impacter le milieu. En cas de différence observée de plus de 6°C entre les eaux prélevées et les eaux rejetées, le dispositif d'aquathermie est mis à l'arrêt sans délai.</p> <p>L'exploitant définit les points de mesure pertinents pour la mesure de la température pour s'assurer de l'absence d'impact sur le milieu ; l'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection, la pertinence des points de mesures retenus à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>En décembre 2025, l'exploitant avait précisé que l'installation n'est pas encore en fonctionnement « mais toutes les exigences de l'APC de mars 2024 ont bien été prises en compte ».</p> <p>L'exploitant précise lors de l'inspection que les essais de mise en fonctionnement des installations de l'aquathermie ont débuté à partir de la semaine 04. Des travaux sont encore en cours pour</p>

permettre un fonctionnement nominal des équipements des équipements prévu début février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre à l'inspection les justifications attestant de la conformité à l'article 5 de l'APC de 2024. En outre, l'exploitant apporte des éléments précis pour justifier de la bonne prise en compte du point suivant lors du fonctionnement de l'aquathermie entre novembre et mars de chaque année : « L'exploitant met en place des dispositifs automatiques visant à ce que les prélèvements dans la Touvre ne puissent être réalisés dès lors que le besoin en eau excède le seuil de 0,75 % du débit moyen du cours d'eau de la Touvre ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Aquathermie : prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : L'eau prélevée dans la Touvre ne fait l'objet d'aucun traitement chimique. Le réseau d'eau dédié à l'aquathermie (prélèvements et rejets dans la Touvre) est indépendant et ne communique avec aucun autre réseau du site ; à défaut, des disconnecteurs sur le réseau d'eau aquathermie sont mis en place.
Constats : En décembre 2025, l'exploitant avait précisé que l'installation n'est pas encore en fonctionnement « mais toutes les exigences de l'APC de mars 2024 ont bien été prises en compte ». L'exploitant précise lors de l'inspection que les essais de mise en fonctionnement des installations de l'aquathermie ont débuté à partir de la semaine 04. Des travaux sont encore en cours pour permettre un fonctionnement nominal des équipements des équipements prévu début février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre à l'inspection les justifications attestant de la conformité à l'article 6 de l'APC de 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Aquathermie : dispositifs pompage dans la Touvre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Le dispositif d'aquathermie est associé à 3 pompes de prélèvement d'eau brute dans la Touvre de capacité individuelle de 175 m ³ /h avec des crépines à nettoyage automatique. Seules 2 des 3 pompes peuvent fonctionner simultanément, la 3 ^{ème} étant présente uniquement en cas de secours d'une des deux principales qui viendrait à être défaillante.
Constats : En décembre 2025, l'exploitant avait précisé que l'installation n'est pas encore en fonctionnement « mais toutes les exigences de l'APC de mars 2024 ont bien été prises en compte ». L'exploitant précise lors de l'inspection que les essais de mise en fonctionnement des installations de l'aquathermie ont débuté à partir de la semaine 04. Des travaux sont encore en cours pour permettre un fonctionnement nominal des équipements des équipements prévu début février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre à l'inspection les justifications attestant de la conformité à l'article 4 de l'APC de 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Atelier composite – rejets aqueux et rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Tous les produits chimiques sont stockés sur des rétentions et l'exploitant s'assure que les stockages de produits chimiques, résines... respectent les règles visant à limiter les incompatibilités physico-chimiques. Le sol de l'atelier composite est recouvert d'un revêtement en béton étanche et les regards des réseaux d'eaux présents dans la zone composite sont étanchéifiés. Des kits anti-pollutions munis d'absorbants sont mis à disposition à proximité des zones à risques.
Constats : Lors de la visite de l'atelier composite, l'inspection a relevé, par sondage, que la dalle béton était intègre. Des produits absorbants et des boudins étaient présents dans l'atelier. De plus, la vérification de stockage de produits chimiques placés sur rétention a été réalisée.

Aucune problématique d'incompatibilité n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Atelier composite – rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Les points de rejets canalisés atmosphériques de l'atelier composite sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Local / Zone	Volume (m³)	Débit de soufflage (m³/h)	Débit d'extraction (m³/h)	Taux de brassage (volume/h)	Types de filtres
Drapage / découpe	564,0	7 000	10 000	12,4	Filtre à charbon actif + filtre à particules M6
Enroulement filamenteux	963,5	12 700	16 500	13,2	
Assemblage / collage	162,9	2 500	3 400	15,3	
Préparation résine	63,2	1 000	2 000	15,8	
Préparation outillage	304,1	2 000	2 890	6,6	Filtre à charbon actif + filtre à particules ePM1 55%
Préparation de surface	304,1	2 000	2 890	6,6	
Zone tertiaire	150,0	200	0	1,3	/

Les vitesses d'éjection des gaz en sortie d'émissaires canalisés sont a minima de 8 m/s.

Le système de traitement et d'épuration des effluents atmosphériques, par filtration au charbon actif notamment, est correctement entretenu et les filtres sont remplacés dès lors qu'ils sont saturés.

Trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection, un programme de surveillance des émissions atmosphériques de l'atelier composite. En outre, il précise et justifie les paramètres qui peuvent être émis au droit de chacun des émissaires. Ensuite, l'exploitant réalise une analyse annuelle des rejets atmosphériques de chaque émissaire sur l'ensemble des paramètres retenus et pertinents. La première analyse des rejets atmosphériques devra être effectuée sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Par courriel de décembre 2025, l'exploitant a transmis une proposition établie par l'APAVE pour procéder à la réalisation d'analyse des rejets atmosphériques au niveau de 3 émissaires.

A noter que :- les émissaires raccordés ne sont pas décrits ;

- seuls les paramètres poussières et COVT ne sont retenus sans justification de l'absence de possibilité d'observer d'autres polluants. L'inspection a alors demandé à l'exploitant d'intégrer ces éléments.

En réponse, l'exploitant a précisé avoir pris en compte les remarques de l'inspection pour le plan

<p>de surveillance des rejets atmosphériques liés à l'activité composite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "Le contrôle sera réalisé sur 5 émissaires (modification après constat visuel dans l'atelier pour confirmer les données du plan) ; - 3 composés supplémentaires seront analysés (phénol, méthanol, formaldéhyde) lors de cette campagne. Ce ne sont pas des composés qui avaient été identifiés au départ au regard des produits mis en œuvre. Il s'agit donc de vérifier l'absence de ces composés lors de cette première campagne pour éventuellement, à terme les supprimer du plan de surveillance; Les éléments justificatifs sont mentionnés dans la nouvelle proposition de l'APAVE : « offre-3161102.1_ Contrôle des rejets atmosphériques + complément suite remarques DREAL » .L'intervention de l'APAVE est prévue du 28 au 30 janvier". <p>L'inspection prend note des modifications apportées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre le rapport établi à la suite de la campagne de mesures de la qualité des émissions atmosphériques en sortie des émissaires de l'atelier composite du bâtiment 52 ; - décliner, par la suite, le programme de surveillance pérenne pour ces émissaires qui devra au préalable être présenté à l'inspection. <p>En cas d'observation de concentrations notables en sortie d'un émissaire, l'exploitant en explique l'origine et propose de mettre en place des actions correctives pour y remédier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Atelier composite – émissions sonores

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier composite dispose d'un cloisonnement anti-bruit efficace. Aussi, l'autoclave présente dans l'atelier dispose d'un silencieux efficace.</p> <p>L'exploitant n'est pas autorisé à réaliser des opérations de décompression de l'autoclave (après un cycle de chauffe) en période nocturne. Il est autorisé à réaliser ce type d'opérations uniquement entre 7h et 22h.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, un registre consignait les horaires de réalisation de ces opérations de décompression et la durée de ces dernières (à noter que ces phases sont censées durer environ 10 minutes).</p> <p>Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure des émissions sonores dans le respect des dispositions du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Concernant la réalisation d'une analyse acoustique, l'exploitant a passé une commande auprès de l'APAVE en décembre 2025. Sur l'offre de l'APAVE, les points de mesure suivants sont évoqués :</p> <p>-Nombre de points de mesure prévus en Zone à Émergence Réglementée (ZER) : 2 (emplacement à déterminer sur site)-Nombre de points de mesure prévus en Limite de Propriété (LP) : 5 (site principal point 1, 2, 3, 4 et 6 ; le point 3 sera à proximité de l'atelier composite) + 1 (point V1 sur le site Vaugeline).</p> <p>L'inspection rappelle que les mesures devront être représentatives du fonctionnement normal des installations (ce qui doit aussi être le cas au niveau des mesures en LP proche de l'atelier composite).</p> <p>L'exploitant a précisé que les analyses acoustiques sont prévues d'être réalisées du 2 au 4/02/2026 prochain.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant précise son souhait de pouvoir faire fonctionner l'autoclave en période nocturne. Les analyses supra seront aussi réalisées la nuit pour en démontrer l'acceptabilité.</p> <p>La visite des installations a permis de relever la présence d'un dispositif cylindrique pouvant s'apparenter au silencieux de l'autoclave mais cela doit être confirmé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre le rapport relatif aux mesures acoustiques réalisées début février 2026 et le cas échéant, le plan d'actions en cas de dépassement de limites acoustiques en LP et/ou en ZER y compris pour les périodes de fonctionnement nocturnes de l'autoclave ; - justifier que l'atelier composite dispose bien d'un cloisonnement anti-bruit efficace et que l'autoclave présente dans l'atelier dispose d'un silencieux efficace.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Atelier composite – prévention des risques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2025, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier composite respecte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs de l'atelier sont coupe-feu 2h et le local TGBT est séparé des autres installations par une porte coupe-feu 4h ; l'exploitant dispose des justificatifs l'attestant ; ... - le bâtiment 52 où se trouve l'atelier composite dispose de façades accessibles pour les engins du SDIS ; aussi cet atelier est situé dans une voie en impasse qui comporte à son extrémité une aire de manœuvre permettant le retournement des engins du SDIS ; - en cas de détection d'une élévation rapide des thermocouples connectés, l'autoclave est confiné

(pas d'admission possible ni de décompression de l'air comprimé, mise en route du refroidissement) ;

- en termes de prévention incendie, l'atelier composite est associé à une détection automatique d'incendie ad hoc et dispose de moyens de première intervention judicieusement placés (extincteurs portatifs, RIA répondant aux exigences de l'APSAD R5...). Le bâtiment dispose d'un désenfumage conforme et occupant une surface utile pour l'ensemble des exutoires d'au moins 2 % de chaque canton de désenfumage ;

- en termes de prévention du risque explosion, l'exploitant est en mesure de justifier que les équipements / matériels électriques et non électriques présents dans les zones ATEX de l'atelier, sont conformes à la réglementation ATEX et aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 susvisé ;

- concernant les besoins pour la défense incendie de l'atelier composite, un poteau incendie débitant 60 m³/h sous 1 bar et un point d'aspiration permettant un pompage direct dans la Touvre par les pompiers sont présents à proximité de l'atelier composite.

Constats :

1) Dispositions constructives : Lors de la visite des installations, il a été relevé que les murs étaient coupe-feu mais la présence de trous pour permettre le passage de tuyaux, de câbles ont été constatés. Ces situations constituent des ruptures d'intégrité et ne garantissent pas le requis coupe-feu.

Aussi, la porte coupe-feu séparant l'atelier composite du local TGBT a été identifiée coupe-feu 2h et non 4h comme requis.

2) Voie engins SDIS : Il a bien été constaté la présence d'une voie engins et d'une zone permettant le retournement des engins du SDIS (avec toutefois la nécessité de procéder à un désengorgement de certains stockages pour que ce retournement soit facilité).

3) Détection incendie et élévation de température autoclave :

Concernant la détection incendie, l'exploitant a transmis le rapport de la dernière vérification réalisée par SIEMENS réalisée en septembre 2025 au niveau des dispositifs de plusieurs bâtiments dont le 52 où se trouve l'atelier composite. Pour le bâtiment 52, plusieurs remarques sont formulées :

- "Local produit cyanure : l'indicateur d'action est HS, à remplacer, charge client;

- Local stock peinture : l'indicateur d'action fonctionne que sur le détecteur de droite (quand on rentre dans le local), il faudrait tirer une ligne pour câbler l'IA sur celui de gauche, charge client;

- zone non testée pour cause de non accessibilité: ZDA 113 grande cabine de peinture, une commande a été passée pour son remplacement;

- AES1 non testée en alarme du fait des essais d'évacuations générales en différé."

Aucune action corrective n'a été mise en œuvre pour démontrer la levée des anomalies supra ou leur prise en compte.

Les essais supra n'intègrent pas la vérification de la prescription suivante « en cas de détection d'une élévation rapide des thermocouples connectés, l'autoclave est confiné (pas d'admission possible ni de décompression de l'air comprimé, mise en route du refroidissement) ». L'exploitant n'a pas présenté de rapports de contrôle sur le sujet.

4) Présence RIA, désenfumage et extincteurs : Lors de la visite des installations, la présence de RIA,

extincteurs et désenfumage a bien été relevée. En revanche, les commandes manuelles de désenfumage sont situées à l'intérieur du local (proche de la porte coupe-feu donnant sur le TGBT) et non à proximité d'issues.

5) ATEX : Plusieurs zones ATEX ont été identifiées au niveau de l'atelier composite. La conformité matérielle est justifiée par l'exploitant du fait de l'absence d'équipements électriques et non électriques relevés en zone ATEX à l'exception des zones ATEX à l'intérieur des gaines d'aspiration et du sac d'aspiration dans le secteur ponçage, usinage et Centre (dispositif de débobinage et des bobines de carbone).

Dans ces zones, il est précisé que les caractéristiques des matériaux sont les suivantes : « gaines sans joints avec bande à froid - liaison équipotentielle » ; ces équipements sont, selon l'exploitant, conformes au zonage ATEX.

Le zonage ATEX de l'« atelier composite » n'est pas indiqué en local.

Aussi, il a été constaté la présence de tuyauteries gaz dans l'atelier composite desservant plusieurs équipements dont des radiants chauffants. Ces tronçons de tuyauteries ne sont pas répertoriés dans le zonage ATEX de l'atelier. Cela doit être complété.

Les radiants / aérothermes alimentés au gaz, et leurs tuyauteries d'alimentation, constituent des potentiels de dangers pouvant occasionner des effets de surpression et thermique significatifs. Pour maîtriser le risque, il existe plusieurs dispositions constituant des « règles de l'art ». L'exploitant devra analyser les risques inhérents au recours à ces modes de chauffage et d'en évaluer les effets.

6) Défense incendie : Une prise de prélèvement dans la Touvre a été constatée à proximité de l'atelier composite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- justifier que les dispositions constructives (murs coupe-feu atelier composite, porte coupe-feu donnant sur le local TGBT) requises sont respectées ;
- reboucher tous les trous présents dans les murs coupe-feu 2h de l'atelier composite par des matériaux qualifiés coupe-feu 2h ;
- réagencer la zone de retournement des engins du SDIS pour limiter la présence d'obstacles ;
- lever l'ensemble des anomalies affectant la détection incendie du bâtiment 52 et consignées dans le rapport de septembre 2025 ;
- mettre en place les commandes manuelles du désenfumage de l'atelier composite à proximité d'issues ;
- matérialiser le zonage ATEX pour les zones concernées de l'atelier composite ;
- compléter le référencement des zones ATEX de l'atelier composite pour y intégrer les tuyauteries gaz alimentant différents équipements dont les radiants / aérothermes ;

Enfin, il est demandé à l'exploitant de compléter l'étude de dangers de l'atelier composite en étudiant les risques inhérents au recours à ces modes de chauffage et d'en évaluer les effets pour en démontrer l'acceptabilité. Par analogie, l'exploitant peut utilement s'inspirer des dispositions préventives et de protection listées à l'article 18.2 de l'arrêté ministériel 1510 (lien : <https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-110417-relatif-prescriptions-generales-applicables->

<u>entrepôts-couverts-soumis</u>) pour justifier de la conformité de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Équipe d'intervention du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté d'une équipe d'intervention permettant d'assurer une permanence de cinq pompiers de jour comme de nuit. Les autres membres de l'équipe d'intervention ou le personnel formé à la mise en œuvre des moyens de première intervention peuvent être appelés en renfort de l'équipe de permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de justifier que le personnel sur site est bien formé à la manipulation des moyens d'intervention, des attestations de formation, délivrées par le CNPP, entre 2024 et 2025, ont été transmises et portant sur les formations suivantes notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PR-LCF-2 - Devenir équipier qualifié de seconde intervention - 1^{ère} partie Intervenir en sécurité sur un incendie avec l'équipement, les techniques et les moyens d'extinction adaptés (durée 28 heures) ; - Formation des ESI avec ARI (durée 7 heures) ; - Formation MAC ESI (durée 3,5 heures). <p>Les effectifs du site participent également à des exercices internes selon un programme pluriannuel.</p> <p>Enfin, l'exploitant tient à jour, via un[équipiers de seconde intervention] outil interne, le suivi des formations et des habilitations portant sur plusieurs domaines : incendie, secourisme... Sur le fichier transmis en amont, les habilitations pour les thématiques incendie, secourisme étaient en cours de validité. Les éléments supra n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Étude de dangers (enfouissement canalisations de gaz)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Afin d'examiner le respect des dispositions mises en œuvre, l'inspection s'est intéressée par sondage aux mesures suivantes :

- 112 de l'EDD :

Les mesures compensatoires portent :

- *Sur les 2 phénomènes dangereux retenus classés en zone « inacceptable » de la matrice de criticité : PhD 8a-5 et PhD 9-5,*
- *Sur les phénomènes dangereux dont les zones SELS empiètent sur des tiers : PhD 9-1, PhD 9-3, PhD 9-4 et PhD 9-6.*

Elles consisteront en :

- *L'enfouissement des canalisations de la section 5, entre les bâtiments 34 et 38, comme présenté à la figure suivante. Ainsi, les PhD 8a-5 et PhD 9-5 ne seront plus à considérer (voir figure ci-après),*
- *L'enfouissement des canalisations des sections 1, 3 et 4. Ainsi, les PhD associés ne seront à considérer (voir figure ci-après).*

Mesure compensatoires	Échéancier	Coût
Enfouissement des sections 4 et 5 du réseau de gaz naturel entre les bâtiments 37 et 38	Deuxième semestre 2019	45 000 € HT
Enfouissement de la section 3 du réseau de gaz naturel (bâtiment 36)	Deuxième semestre 2019	
Enfouissement de la section 1 du réseau de gaz naturel	Au plus tard juillet 2020	29 000 € HT

Constats :

Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a fourni une étude de dangers en février 2019 et celle-ci a donné lieu à un courrier de l'administration du 17 juillet 2020 concluant de la façon suivante : « L'instruction de cette étude de dangers, formalisée dans le rapport de l'inspection réalisée le 5 juin 2020, a permis de conclure qu'aucune prescription complémentaire n'était nécessaire au regard des dispositions réglementaires en vigueur (notamment l'arrêté préfectoral du 20/06/2017), les aménagements prévus dans l'étude de dangers ayant été mis en œuvre ».

t de s'assurer du respect de la conclusion de l'EDD pour rendre le risque acceptable : « avec l'enfouissement programmé d'une majeure partie des canalisations de gaz, les PhD associés aux sections de gaz 1, 3, 4 et 5 disparaissent de la grille de criticité ».

Ce point n'a pas été vérifié sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier du respect des prescriptions supra et de l'étude de dangers. L'exploitant transmet à l'inspection des preuves de l'enfouissement des tuyauteries gaz concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Etude de dangers (véhicule incendie)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Afin d'examiner le respect des dispositions mises en œuvre, l'inspection s'est intéressée par sondage aux mesures suivantes : - 119 de l'EDD : « Le service de secours de Naval Group dispose d'un véhicule incendie équipé d'une pompe de 60 m ³ /h, ainsi que d'une pompe sur remorque de 60 m ³ /h ».
Constats : Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence d'un engin interne doté d'une pompe interne et d'une remorque associée à une pompe pour permettre de lutter contre un incendie. Aussi, du linéaire de tuyaux souples était disponible dans les engins destinés aux pompiers internes au site mais des dévidoirs étaient également présents. Ces tuyaux permettent de se raccorder au réseau de poteaux incendie et/ou de prises de prélèvement dans la Touvre pour lutter contre un incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Accessibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins deux accès pour permettre à tout moment l'intervention du SDIS.

Constats : Sur site, plusieurs accès pompiers existent mais deux permettent l'accès facilité des engins du SDIS :- - un au niveau de la zone logistique proche du bâtiment 50 ; - une autre à l'entrée du site proche du bâtiment 52.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Moyens de lutte incendie RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de RIA disposés de façon que tout point d'un local présentant des risques puisse être battu par au moins deux jets en position diffusée.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de vérification de Chubb datés de septembre 2025 pour le parc de RIA des bâtiments : 34,25, 37, 38, 43, 47 et 50. Or, des RIA sont aussi présents dans d'autres bâtiments dont le 52 sans qu'aucun rapport ne soit présenté à l'inspection attestant de leur contrôle. Les rapports de contrôle ne tracent pas le respect du critère d'implantation des RIA pour couvrir un feu naissant par deux directions opposées ; il convient d'en apporter les justifications (à noter que lors de la visite des installations de l'atelier composite du bâtiment 52, les RIA étaient positionnés pour permettre l'attaque d'un feu par deux directions opposées). Globalement, le parc de RIA est en bon état à l'exception d'un joint fuyard au niveau d'un RIA du bâtiment 35 et d'un robinet d'arrêt endommagé d'un RIA bât 34. Aussi, l'exploitant procède à des vérifications internes de conformité du parc RIA sur les bâtiments (en complément des contrôles réglementaires annuels) ; le contrôle a été fait en avril 2025 et plusieurs anomalies ont été observées :- bâtiment 34 : RIA 34-02 à déplacer, RIA 34-05, 10 et 11 : pas de pression.- bâtiments 38 et 50 : plusieurs zones devant les RIA sont encombrées. L'exploitant a précisé que les actions correctives suite aux contrôles interne d'avril et externe de septembre 2025 ont été menées pour rendre le parc de RIA conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : - transmettre les justificatifs attestant que les anomalies affectant les RIA du site ont bien été corrigées ; - justifier que l'ensemble des RIA du site font bien l'objet d'un contrôle annuel externe

réglementaire (bâtiment 52...) ; - démontrer que les RIA de tous les bâtiments du site respectent le critère d'implantation requérant la possibilité d'attaquer un départ de feu par deux directions opposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de désenfumage. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations de désenfumage du site. Le contrôle a été réalisé par la société Desautel entre juin et juillet 2025. La majeure partie des installations est vue fonctionnelle à l'exception des équipements suivants : - bâtiment 51 : coffret aération à remplacer n°6, prévoir recherche de panne sur exutoire canton aération n°6- bâtiment 52 : coffret OS extérieur à remplacer ; - bâtiment 37 : vérin à remplacer ; - bâtiment 50 : treuil n°5 inaccessible à déplacer, thermo-fusible à remplacer ; - bâtiment 118 escalier 1et2 : vérin à remplacer ; - bâtiment 26 escalier : vérin à remplacer ; - bâtiment 50 : vérin à remplacer ; - bâtiment 40 escalier 1/2 : vérin à remplacer. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de résorption des anomalies observées sur le désenfumage. Enfin, les rapports de vérification ne permettent de justifier du respect du critère des 2 % sus-cité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : - transmettre les justificatifs attestant de la levée des anomalies affectant le désenfumage consignées dans le rapport de Desautel supra ; - justifier que le critère réglementaire des 2 % est respecté pour l'ensemble des installations de désenfumage
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : PFAS : liste

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Concernant l'interprétation des résultats de mesure, l'exploitant indique « qu'à l'exception du rejet évapo-concentration, il s'agit exclusivement de rejets d'eaux pluviales (toitures, routes) qui n'ont aucun lien avec nos process. Dans ces conditions, il est assez difficile de donner une explication à ces résultats. Les seuls produits utilisés, pouvant potentiellement contenir des PFAS, concernaient les agents d'extinction mousse. Ces produits ne sont plus utilisés depuis déjà près de 2 ans ».

L'exploitant n'a pas identifié d'autres produits utilisés sur site pouvant contenir des PFAS / AOF que les mousses fluorées pour la lutte incendie.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 23 : PFAS : analyses et résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
--

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Depuis 2024, de nombreux échanges ont eu lieu pour la réalisation des analyses en PFAS / AOF et portant sur :

- 7 points de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- 1 point de rejet en sortie de l'évapo-concentrateur de traitement des effluents industriels.

Les 3 campagnes ont bien été réalisées comme requises par l'arrêté ministériel à l'exception du phasage des campagnes qui a été adapté pour tenir compte des conditions météorologiques pour le prélèvement des eaux pluviales.

Il est observé des teneurs en PFAS et en AOF au-delà des limites de quantification prescrites. A ce sujet et pour en expliquer l'origine, l'exploitant précise qu'actuellement, aucune source ponctuelle ou opérationnelle clairement identifiée ne permet d'expliquer certains dépassements dans les rejets d'eaux pluviales.

RESULTATS : CAMPAGNE DE MESURE DES PFAS

P1	P2	P4	P5	P8	P13	P15	Evapo.
$\Sigma(20)$: 3,54 μg $\Sigma(28)$: 3,54 μg AOF : <20 μg <i>Prél. : 03/09/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <2 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: 7,12 μg $\Sigma(28)$: 7,12 μg AOF : <4 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 7,4 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 2,5 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <2 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 2,2 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,2 μg AOF : <4 μg <i>Prél. : 28/01/2025</i>
$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 22 μg <i>Prél. : 20/10/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(20)$: <0,1 μg AOF : <4 μg <i>Prél. : 20/10/2025</i>	$\Sigma(20)$: 1,83 μg $\Sigma(28)$: 1,83 μg AOF : <10 μg <i>Prél. : 03/09/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <10 μg <i>Prél. : 20/10/2025</i>	$\Sigma(20)$: 1,87 μg $\Sigma(28)$: 1,87 μg AOF : <10 μg <i>Prél. : 03/09/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <2 μg <i>Prél. : 26/06/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <4 μg <i>Prél. : 20/10/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : <2 μg <i>Prél. : 19/06/2025</i>
$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 22 μg <i>Prél. : 06/11/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 2,3 μg <i>Prél. : 02/12/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 7,1 μg <i>Prél. : 06/11/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 38 μg <i>Prél. : 02/12/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 2,8 μg <i>Prél. : 06/11/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 7,3 μg <i>Prél. : 06/11/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 8,5 μg <i>Prél. : 02/12/2025</i>	$\Sigma(20)$: <0,1 μg $\Sigma(28)$: <0,1 μg AOF : 2,5 μg <i>Prél. : 06/11/2025</i>

L'exploitant a indiqué notamment que « les seules substances connues, présentes sur le site, susceptibles de contenir des composés fluorés sont les agents d'extinction mousse. Ces produits étaient mis en oeuvre lors des exercices incendie sur l'ensemble du site et l'exploitant n'a pas eu à déplorer de départ de feu significatif durant ces dernières années. Aujourd'hui, Il est donc extrêmement difficile d'expliquer pourquoi un point serait plus impacté qu'un autre ». L'exploitant indique qu'il continuera de mener des investigations pour comprendre ces résultats.

Enfin lors de la visite des installations au niveau du hangar « pompiers », il a été relevé que des émulseurs étaient présents et mobilisables pour un feu d'hydrocarbures susceptible de survenir sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- transmettre les résultats des investigations pour identifier l'origine des PFAS / AOF observés dans les rejets aqueux du site ;
- justifier que les émulseurs à disposition des pompiers internes sont exempts de fluorés organiques et dans la négative, de les substituer par des produits sans fluors ;
- procéder le cas échéant (en le justifiant) à de nouvelles analyses devront également être réalisées pour s'assurer de la tendance d'évolution par rapport aux marquages observés lors des campagnes menées en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Entreposage des concentrats et des huiles solubles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les concentrats issus de l'exploitation de l'évapo-concentrateur sont collectés « dans des GRV dédiés et que l'évacuation est organisée par pompage en citerne. Ce déchet est pompé au même moment que les effluents (huiles solubles) d'une fosse située au bâtiment 34. Cet envoi en mélange résulte d'une « préconisation de la filière de traitement qui considère qu'il s'agit du même type de déchets. Les bons d'intervention vous permettront d'identifier la part d'effluent pompée qui correspond aux concentrats de l'évapoconcentrateur ».</p> <p>L'inspection a consulté les derniers BSD / bon d'évacuation de ces déchets en mélange (huile soluble et concentrat - code déchets 12 01 09* « émulsions et solutions d'usinage sans halogènes ») ; les derniers mouvements datent de mai et août 2025 et janvier et mai 2025.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'un GRV de concentrat connecté à l'unité d'évapo-concentration. Le GRV était sur rétention. Un GRV de 1000 litres est produit chaque semaine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Chargement et dépotage carburants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 7.4.1-IV et 7.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.4.1-IV : Le sol des aires et des locaux ... de manipulation des matières dangereuses ... susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>

7.3.6 : Les aires de déchargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations à proximité du bâtiment 52, il a été constaté la présence d'une zone de stockage de carburant. Ce stockage est associé à une aire de dépotage de carburant. Toutefois, l'aire de dépotage ne semble pas raccordée à une rétention en bonne et due forme (une connexion directe au réseau d'eaux pluviales est plausible).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé, sous deux mois, à l'exploitant de justifier que l'aire de dépotage de carburant est bien associée à une aire de rétention conforme et dûment dimensionnée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois